

Agenda

2025

En avant pour 2025 !

C'est dans la salle Costagutta, à La Valette-du-Var, que la Fédération varoise du PCF a présenté ses vœux pour l'année 2025 aux militantes et militants venus des quatre coins du département.

Pierre Daspre, Secrétaire départemental, Igor Zamichiei, Coordinateur du Conseil National du PCF spécialement venu de Paris pour l'occasion, ont pris successivement la parole.

La situation internationale et les exigences de paix, la situation nationale et ses incertitudes, la mise en œuvre des solidarités (cf. Mayotte), la nécessité de l'intervention populaire pour d'autres choix de société, les propositions du PCF dans tous les domaines et en particulier sur la reconquête industrielle, la défense de l'emploi, des services publics et le plan climat ont jalonné les propos des deux orateurs.

La place et le rôle du PCF, son nécessaire renforcement militant et électoral ont été au centre des deux discours et Igor Zamichiei de conclure, à la veille du 80^{ème} anniversaire de la Sécurité Sociale, sur une parole d'Ambroise Croizat : « *Le progrès social est une création continue* », alors plus que jamais soyons à l'offensive en 2025 pour lutter, créer, inventer, gagner des avancées !

Un message qui a été salué, comme il se doit, par le chant de l'internationale et un pot de l'amitié durant lequel la discussion a eu toute sa place.

Politique et fraternité étaient au rendez-vous.

Jean-Pierre MEYER
Secrétaire de la Section Ouest Var
Membre du Conseil National du PCF
Conseiller Municipal de Sanary



Un outil syndical ... mais pas que !

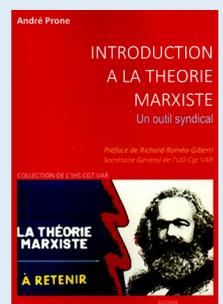
L'institut d'Histoire Sociale de la CGT du Var (IHS CGT 83) vient d'éditer un nouveau livret de 70 pages (5,00 €) intitulé :

« **Introduction à la théorie Marxiste - Un outil syndical** »

Écrit par André Prone, préfacé par Richard Roméo-Giberti, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT du Var est disponible.

Renseignements :

Robert Le Pollès
06.49.06.00.94
Yves Pellegrino
07.86.03.31.89



Un site
« remue-méninges »
www.lepcf.fr

Chers amis, chers camarades,

Au nom de la Fédération du Var je vous adresse nos meilleurs vœux de bonheur et de santé et de militantisme heureux. Et je souhaite que notre parti reprenne des couleurs.

Nous en avons bien besoin et pas que nous, les Français aussi en ont bien besoin. Les Françaises et les Français ont besoin d'un parti communiste plus fort, plus influent.

En effet je ne vais pas reprendre tout ce qui s'est passé en 2024, Igor le fera mieux que moi, mais cette année 2024 ne restera pas dans les mémoires par un grand nombre d'événements heureux.

Le nombre de conflits armés a augmenté, à commencer par la guerre en Ukraine et la guerre en Palestine, mais ce ne sont pas les seuls conflits dans le monde, il y a aussi le Soudan, le Congo, le Yémen la Syrie et bien d'autres.

Un terrien sur huit a été exposé à la guerre en 2024 !

En 2024, plus de 230 000 personnes ont perdu la vie dans plus d'une cinquantaine de conflits à travers le monde. C'est 30 % de victimes en plus en un an. Un Terrien sur huit a été exposé à un conflit militaire l'année dernière.

Incontestablement les forces de Paix ont du mal, après un quart de siècle de ce XXIème siècle, à s'imposer.

Et pourtant en juin 1945 au sortir de la deuxième guerre mondiale, 51 Etats s'étaient mis d'accord pour adopter une Charte, la Charte des Nations Unies afin d'éviter que de tels événements, comme la barbarie nazie qui avait causé des dizaines de millions de morts (22 millions pour l'Union soviétique qui a payé le plus lourd tribut ne l'oublions pas) se répètent.

Dans le préambule de cette Charte les peuples des Nations Unies se déclaraient, je cite :

« résolu à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ».



P. Daspre Secrétaire Départemental

Ces bonnes résolutions n'auront pas empêché la guerre froide entre l'URSS et les USA, les guerres coloniales comme la guerre d'Algérie, la guerre d'Indochine, la guerre du Vietnam ...

Mais le ver était déjà dans le fruit quand en 1948 l'Etat d'Israël s'est créé en chassant les habitants qui vivaient sur ses terres : les Palestiniens.

Depuis la Nakba et notamment depuis 1967 l'Etat d'Israël n'aura cessé de défier la communauté internationale en refusant d'appliquer les résolutions votées par l'ONU.

A partir du moment où un ou des pays ne respectent plus le droit international on peut légitimement être très inquiet pour la stabilité du monde.

Fort heureusement depuis deux jours un cessez le feu est imminent dans le conflit en Palestine. On ne peut que se réjouir de cette annonce même s'il faut rester très vigilant. C'est une victoire de tous ceux dont nous faisons partie qui ont manifesté pour obtenir cet arrêt du génocide.

C'est un énorme soulagement pour les Gazaouis qui ne devraient plus subir ces atroces bombardements. Mais n'oublions pas la Cisjordanie où les colons israéliens volent les terres des palestiniens par la force et continuons à nous mobiliser pour la libération d'un maximum de prisonniers palestiniens notamment Marwan BARGHOUTI.

Et continuons à nous mobiliser pour la reconnaissance de l'Etat Palestinien ce que Macron refuse.

La France s'est déshonorée devant l'histoire en abandonnant le peuple palestinien qui subit un génocide, sous nos yeux et ceux du monde entier !

Suite page 3

Le 7 février nous prévoyons la projection du film Voyage à Gaza ou un autre au cinéma de Six-Fours, suivi d'un débat avec Vincent Boulet responsable des questions internationales au PCF.

Oui la Paix est en recul sur la planète. Mais la démocratie aussi.

2024 devait être une année démocratique. 75 élections nationales ont eu lieu. Plus de la moitié de la population mondiale était concernée. Un milliard d'adultes sont allés voter.

Et partout, le désespoir et le repli sur soi ont profité aux promoteurs de solutions autoritaires et à celles et à ceux qui réduisent les perspectives de changement politique à un démagisme simpliste et brutal.

Le résultat est net. 71 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans une autocratie selon l'institut suédois « Varieties of Democracy ».



C'était 48 % il y a dix ans !

La démocratie est un bien précieux, certes imparfaite, mais elle devrait être un outil formidable au service de l'émancipation humaine, de l'égalité, de la Paix, du progrès social.

On constate d'ailleurs aussi en France ces reculs de démocratie, lorsqu'un président de la République, désavoué lors de deux scrutins, bafoue les résultats des urnes et nomme des premiers ministres du camp libéral.

Et qu'en est-il du progrès social ?

L'Europe et la France, engluées dans l'économie capitaliste, subissent la dictature des marchés financiers, des fonds de pensions comme Black Rock, dont les actionnaires réclament des dividendes toujours plus élevés. **La lutte entre le Capital et le travail devient de plus en plus féroce.**

A ce coût du capital, s'est ajouté le coût de la guerre et le coût de l'énergie.

L'automobile, la sidérurgie, la chimie sont des filières menacées. Ford, Volkswagen en Allemagne... Auchan, Vencorex, Fonderie de Bretagne, Michelin, Saupiquet, GMD, Valéo en France... la liste est longue de ces plans qu'on dit « sociaux » mais qui plongent en réalité des milliers de familles dans la précarité.



C'est un tsunami qui est en train d'emporter des filières entières ! Sidérurgie, automobile, chimie, agro-alimentaire. Tout notre outil et notre patrimoine industriel est en train d'être bradé.

Plus de 300 000 emplois menacés en France

Nous avons le devoir arrêter cette saignée qui menace plus de 300 000 emplois en France, alors que plus de 10 millions de nos concitoyens meurent sous le seuil de pauvreté.

Des centaines de milliers d'emplois risquent de disparaître alors que plus de 13 millions d'européens sont déjà au chômage et qu'ils sont plus de 90 millions à vivre sous le seuil de pauvreté.

Nous avons donc une responsabilité majeure : Défendre l'industrie, nos emplois, réorienter nos richesses pour les mettre au service du développement humain. Sinon, la crise sociale sera utilisée par les forces d'extrême-droite !

Dans le Var nous avons connu la disparition des mines de bauxite, des chantiers navals de La Seyne. Cela a profondément changé notre département. Les activités militaires perdurent. Mais il nous faut réfléchir à créer ou développer d'autres filières civiles industrielles, comme la déconstruction navale par exemple.

La France est un pays riche. Mais il faut changer radicalement l'utilisation de l'argent.

L'argent doit être investi dans le développement de l'emploi, dans les services publics, pour la réindustrialisation et non pas à la spéculation financière.

Le 14 décembre nous avons tenu une conférence nationale, nous étions 6 varois pour représenter la fédération.



Cette conférence nationale a adopté une feuille de route et au dernier conseil départemental nous avons aussi adopté une feuille de route adaptée au Var, à nos capacités militantes.

Nous avons insisté sur la nécessité de renforcer notre parti.

Il faut du sang neuf. Au dernier Congrès national en avril 2023 à Marseille il a été fixé l'objectif de 10 000 adhésions jusqu'au prochain Congrès. Cela fait 140 adhésions pour le Var.

Nous n'en sommes qu'à 60 en deux ans. Il faut donc passer à la vitesse supérieure, proposer l'adhésion à chaque occasion, notamment pendant les mobilisations syndicales. C'est ce que nous avons fait le 1^{er} octobre et le 16 novembre. **Soyons à l'offensive sur cette question du renforcement !**

N'ayons pas peur d'affirmer notre identité communiste et de rallier des hommes et des femmes qui sont attentifs à nos prises de positions beaucoup plus que nous le croyons.

Le PCF est une référence qui compte pour tous les progressistes en France et en Europe. On le voit dans le PGE.

Popularisons nos propositions

Soyons à l'offensive en faisant connaître aux salariés nos propositions révolutionnaires comme la Sécurité de l'Emploi et de la Formation.

En 45 les communistes et la CGT ont construit la Sécurité Sociale qui a permis de sécuriser la maladie, la vieillesse.

L'ambition que nous avons aujourd'hui est de sécuriser l'emploi. Faire en sorte que les salariés ne connaissent jamais la case chômage.

Pour cela il faut que la société consacre des efforts importants pour développer la formation des travailleurs. Il faut investir dans l'Humain.

Sécuriser l'emploi en éradiquant le chômage cela aurait pour conséquence d'émanciper les salariés de la relation de subordination vis-à-vis de l'employeur.

C'est pourquoi nous avons décidé collectivement de nous adresser prioritairement aux travailleurs, de renouer des liens distendus avec le monde du travail. C'est vital !

Et bien sûr pour cela il nous faut privilégier les relations, les échanges avec les militants syndicaux.

Je ne veux pas être trop long mais sachez également que nous avons aussi décidé collectivement d'organiser des débats sur la Santé en cette année 2025 du 80^{ème} anniversaire de la création de la Sécurité Sociale, sur l'éducation, le logement.

Le logement

Se loger dans le Var est devenu très compliqué : le nombre de constructions diminue et surtout le nombre de logements sociaux.

Il faut que nous nous emparions fortement de cette question pour les prochaines municipales. Comment peut-on vivre décemment lorsque l'on doit déboursier 650 euros pour un loyer avec un salaire à 1200 euros ?

Oui les municipales approchent elles devraient se tenir en mars 2026.

L'extrême droite veut conquérir de nouvelles municipalités. Il nous faut construire des listes de rassemblement larges, pour résister à la droite et à l'extrême droite et augmenter notre nombre de conseillers municipaux. Nous avons un atout pour cela : notre implantation locale dans un grand nombre des 153 communes du Var.

Alors gardons donc notre optimisme c'est ce qui fait la force des communistes qui croient toujours en un avenir meilleur !





Chers amis, chers camarades,

Quel bonheur d'être parmi vous pour partager un moment de fraternité et d'échange en cette nouvelle année. Je vous souhaite à tous et toutes une très belle année 2025, le meilleur pour vous et pour vos proches, à commencer par la santé, et le meilleur pour nos combats communs.

Merci à votre secrétaire départemental Pierre Daspre pour son invitation et à Pierre Barbagelata pour son accueil.

Une pensée pour Mayotte

Avant tout, j'ai une pensée solidaire avec la population de Mayotte.

Il ne faut pas oublier qu'un mois après le passage du cyclone Chido qui a tout dévasté, il manque là-bas encore de tout.

Les Mahorais ont besoin de notre solidarité et de notre intervention politique pour que le gouvernement français agisse enfin à la hauteur des besoins.

Imaginer si une telle catastrophe avait touché un autre département. Les moyens de l'Etat pour parer à l'urgence seraient bien plus importants. On a tellement laissé de côté les territoires d'Outre-Mer, c'est inacceptable. Ce n'est pas notre conception de la République.

Avec nos parlementaires, nous allons donc continuer à nous mobiliser pour Mayotte dans cette période difficile.

Que sera 2025 ?

Je vous le dis d'emblée : 2025 sera encore une année de grands bouleversements en France, en Europe et dans le monde.

Nous vivons une époque d'accélération politique. Nous sommes confrontés à des bouleversements profonds et rapides qui traversent toutes les sphères de la société : économie, écologie, technologie, et relations internationales. Et cela va continuer.

Parce que ces transformations ne sont pas simplement des faits isolés, mais les symptômes d'une intensification des contradictions fondamentales du système capitaliste, qui exacerbe les tensions entre classes sociales.

Oui l'histoire s'accélère parce que l'affrontement de classe s'accélère.

Une part grandissante des principaux acteurs capitalistes, dirigeants et actionnaires des plus importantes capitalisations boursières occidentales, des dirigeants des GAFAM (à l'image de Musk) aux grandes industries stratégiques, se saisissent de tous les leviers à leur disposition pour maintenir leur taux de profit dans une situation où cela est rendu considérablement plus difficile parce que le développement capitaliste de ces dernières décennies a brisé les bases productives d'une croissance saine pour alimenter une croissance financière qui détruit l'humain et la planète et génère d'immenses inégalités.

Cette fuite en avant capitaliste se fait au prix :

- ❖ D'aides publiques astronomiques, et par les milliers de milliards d'euros que les banques centrales déversent pour soutenir le capital d'un côté et par des cures d'austérité pour la majorité de nos concitoyens de l'autre.
- ❖ D'un mode de production qui accélère le réchauffement climatique et détruit la biodiversité à un point extrêmement dangereux pour l'humanité et la planète.
- ❖ De régimes de plus en plus autoritaires, illibéraux diront certains, dans lesquels les droits et libertés reculent, des régimes souvent d'extrême-droite, xénophobe, qui fabrique parfois en masse de fausses informations pour détourner la colère des peuples.
- ❖ De rapports de puissances toujours plus militarisés et d'affrontements régionaux et mondiaux grandissant jusqu'à nous précipiter dans des guerres toujours plus coûteuses en vies humaines.

Cette accélération des forces du capital appelle une réponse organisée, stratégique et résolue de notre parti et de toutes les forces vives du pays qui ont intérêt au changement.



Les Communistes à l'offensive

Oui, en 2025 les communistes seront plus que jamais à l'offensive, avec nos élus nationaux et locaux, nos militantes et militants partout en France qui avec les forces vives du pays tiennent la République debout !

La vitesse à laquelle évolue le monde ne doit pas nous effrayer, mais nous inciter à agir.

Chaque crise est aussi une opportunité : celle de renforcer la solidarité contre les divisions que veut opérer le capital, de proposer des alternatives crédibles, de construire le rapport de forces nécessaire pour une véritable transformation.



Rompre avec le capitalisme

Nous devons plus que jamais nourrir et fédérer les luttes, articuler un programme de rupture avec le capitalisme et mobiliser autour d'un projet de société à la hauteur des défis du siècle.

L'histoire est riche de leçons. En 2025 il serait bon de s'y attarder.

Je me souviens de la leçon inaugurale de Patrick Boucheron au collège de France il y a 10 ans. Il y traitait de l'histoire comme outil pour comprendre le monde, les structures du pouvoir, les récits dominants, mais aussi de l'histoire pour inspirer l'action car rien n'est jamais figé : des ruptures, de grandes transformations, des révolutions sont toujours possibles. A condition de comprendre le rôle de chacun, chacune et de l'action collective.

L'histoire des communistes français qui est entremêlée à toutes les grandes avancées sociales du pays est riche, c'est un point d'appui pour aborder cette période d'intenses luttes de classe.

Trois points méritent que nous nous y attardions : la situation internationale, la crise politique que nous vivons dans notre propre pays et la feuille de route dont nous nous sommes dotés en décembre dernier pour affronter cette situation.

Au plan international

Au plan international, l'impérialisme s'affirme avec une vigueur renouvelée, prenant des formes multiples selon les intérêts géopolitiques, économiques, et stratégiques des puissances en présence.

Chaque région du monde devient le théâtre d'un affrontement qui redessine les cartes, non pas au bénéfice des peuples, mais au profit des ambitions prédatrices des États et des grandes puissances économiques.



La revendication du Groenland, l'affirmation de droits sur le canal de Panama, ou encore les pressions exercées sur le Canada démontrent s'il en était besoin les visées impérialistes renforcées du nouveau Président américain.

Trump est l'exemple le plus marquant de l'impérialisme qui se renforce et il peut s'appuyer sur la domination du dollar à l'échelle internationale. Et, tout en recherchant une alternative à cette domination monétaire, d'autres dirigeants de grandes puissances ne sont pas en reste dans leurs visées impérialistes.

Nous nous trouvons dans une séquence historique de recomposition armée des rapports de force entre puissances grandes et moyennes et de redéfinition des aires d'influence marquées par une montée des nationalismes agressifs et un aiguïsement des concurrences capitalistes pour les classes dirigeantes.

Pour la classe dominante, la guerre signifie asservissement, pillage, économie de guerre, pour masquer les fragilités insignes des États engagés dans les conflits.

L'effondrement de l'architecture internationale de sécurité se traduit par le choix des États de privilégier leur politique de puissance propre contre l'ONU et contre les arbitrages internationaux.

Suite page 7

Les logiques impériales piétinent la Charte de l'ONU et s'attaquent aux principes de l'égalité des États pour privilégier les logiques de force, logique d'affrontement sans fin des rapports de domination.



Les accords de maîtrise de l'armement tombent les uns après les autres depuis que les USA ont annoncé se retirer unilatéralement de l'accord ABM (*Anti-Ballistic Missile*) contre les missiles balistiques et c'était déjà en 2002, et qui fut l'acte décisif du début du démantèlement de la régulation sécuritaire internationale. Le TNP (*Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*) ne tient plus que sur le papier et le traité TIAN (*Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires*) théoriquement en vigueur depuis 2021, n'a été ratifié par aucune puissance nucléaire, à commencer par la France.

Alors en 2025, les communistes feront de la paix un combat prioritaire.

Oui, nous serons pleinement mobilisés pour construire la paix à Gaza, en Ukraine et partout où la guerre fait rage !

Gaza, enfin le cessez-le-feu ! Après tant de jours, 467 jours de guerre, tant de morts, plusieurs dizaines de milliers et combien de blessés ? C'est donc un espoir immense que représente ce cessez-le-feu, l'espoir de la fin de la guerre.

Mais nous serons vigilants oui, très vigilants, car nous savons très bien que Netanyahu ne veut pas de la paix et qu'il pourrait, à l'issue de la première phase de l'accord, le remettre en cause.

Cette première phase est très importante. 42 jours qui vont voir je l'espère la libération de 33 otages du Hamas, dont des otages franco-israéliens et c'est une formidable nouvelle, et la libération de 737 prisonniers palestiniens avec, et là aussi ce serait une formidable nouvelle, la libération de Marwan Barghouti qui peut faire tant pour la paix !

Si l'on veut que ce cessez-le-feu ne s'arrête pas, alors il doit être mis à profit pour gagner une paix juste et durable.

- ❖ **Nous voulons une solution politique au conflit.**
- ❖ **Nous voulons la reconnaissance de l'Etat de Palestine aux côtés de l'Etat d'Israël.**
- ❖ **Nous voulons la fin de la colonisation.**
- ❖ **Nous voulons que Netanyahu, Gallant et tous ceux qui ont une responsabilité dans les massacres de masses, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, soient jugés et condamnés pour leurs actes comme doivent être jugés et condamnés les dirigeants du Hamas qui ont commis les attentats terroristes du 7 octobre.**

Voilà ce que portent les communistes français et que nous allons porter fortement cette année avec la campagne que nous menons avec l'OLP pour qu'enfin une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien voit le jour.

La paix en Ukraine est une urgence !

Nous serons aussi aux côtés des peuples ukrainien et russe.

Un million de morts et de blessés depuis le début de la guerre, voilà le triste bilan. Cette boucherie doit cesser.

Un accord est possible. Et il est possible depuis le début ! Que de temps perdu !

Je dis perdu tout en sachant très bien que la poursuite de la guerre a aussi été une volonté politique, comme l'ont montré les révélations sur le rôle joué par Boris Johnson pour l'échec des négociations de paix en 2022.

Renouer avec la diplomatie

Et 2023, Fabien Roussel avait écrit au Président de la République en portant l'exigence que la France renoue avec une action diplomatique forte.

Les conditions d'un accord de paix possibles sont connues : la neutralité de l'Ukraine qui ne doit pas intégrer l'OTAN en échange de garanties de sécurité. Bien sûr la question territoriale sera difficile, mais si elle est discutée réellement entre l'Ukraine et la Russie et traitée avec les populations des territoires concernés, dans un cadre international, elle peut permettre d'aboutir à la paix.



Oui, en 2025, la France doit renouer avec la diplomatie, s'émanciper de la tutelle américaine, agir partout pour la paix et sortir de l'OTAN.

Oui la paix, la paix pour les peuples ukrainiens et russes, pour les peuples palestiniens et israéliens, pour les peuples libanais, kurde, cubain et tant d'autres pour lesquels nous allons continuer d'agir avec détermination.

La situation en France

J'en viens à la situation française marqué par une crise politique profonde.

D'abord il y a ce déni de démocratie inacceptable depuis le 7 juillet dernier. Les gouvernements s'enchaînent, nommés par le président de la République, sans que jamais les forces de gauche arrivées en tête, bien que sans majorité absolue, ne soient appelées à gouverner. Ce déni démocratique est inacceptable !

C'est d'autant plus inacceptable que gouvernement après gouvernement, la politique menée va à l'encontre de l'intérêt de l'immense majorité du pays, de ses travailleurs et travailleuses.

Vous avez entendu le discours de politique général du 1^{er} Ministre. Quelle déconnexion ! Quelle violence, quel mépris, contre l'immense majorité !

La dette

D'abord, la dette agitée sans cesse pour justifier la pire des politiques, parlons-en.

Nous ne partageons pas l'idée que le péril de la France soit la dette. D'autant plus lorsqu'elle sert à justifier un plan de plus de 30 milliards d'austérité qui appauvrit le pays et met à terre notre économie. C'est criminel !

Non, le péril, ce n'est pas la dette, c'est la finance ! C'est le coût du capital, des intérêts payés aux marchés financiers et des dividendes des actionnaires. Voilà le problème du pays.

Nous sommes donc résolument dans l'opposition à ce pouvoir.

L'heure n'est pas à couper dans les dépenses publiques mais à apporter des réponses concrètes aux urgences du pays, du monde du travail.

Voilà ce qui doit être notre boussole.

Et je le dis, ne tombons pas dans les oukases des uns et des autres à gauche comme celles que nous voyons fleurir depuis le vote des députés sur la censure où des choix différents ont été faits.

Les 300 000 salariés menacés de licenciement n'ont que faire de ces débats, ils veulent que nous soyons concrètement à leurs côtés pour gagner des avancées, pour avoir enfin un emploi de qualité, et pourvoir intervenir sur les choix des entreprises !

Ils veulent que nous portions une grande ambition pour l'industrie française, pour la défendre et la hisser à la hauteur des besoins sociaux et des exigences écologiques du siècle. Mesurons, comme le souligne notre plan climat Empreinte2050, que la moitié des émissions de gaz à effets de serre de notre empreinte carbone viennent de nos importations !



L'industrie dans le discours du Premier Ministre ? Rien. Rien alors qu'elle s'écroule, que les plans de licenciements se multiplient.

Nous exigeons un moratoire sur les plans de licenciement, nous proposons des critères pour l'utilisation des 200 milliards d'euros d'aides publiques aujourd'hui distribué au principal bénéficiaire du capital, nous proposons des pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés sur les choix des entreprises.

Il n'y aura pas de transformation sociale majeure, sans ces nouveaux pouvoirs, sans une appropriation sociale des moyens de production.

Suite page 9

C'est l'originalité du projet de notre parti. Nous travaillons avec toutes les forces de gauche, avec les insoumis, les écologistes, les socialistes, nous connaissons leurs singularités mais toutes ces forces en reste à la question de la répartition des richesses. Eh bien, notre singularité, c'est de poser la question de la production. C'est le combat clé.

Les services publics ?

Rien ou si peu là aussi. Nos services publics partout sont exsangues. Ils ont besoin de financement. Santé, école, transports... l'urgence c'est de réparer et de renforcer nos services publics.



La situation devient intenable dans l'hôpital public. Macron avait promis le quoi qu'il en coûte mais la réalité c'est que l'austérité a repris. Les urgentistes tirent la sonnette d'alarme avec des personnes âgées qui restent des dizaines d'heures sur des brancards avec un risque de mortalité élevé. Il est inacceptable de traiter ainsi nos aînés !

L'école est essentielle pour l'avenir de nos enfants et du pays. Mais, elle aussi subit les politiques d'austérité. Des classes sont fermées. Des enseignants non remplacés. Et la réforme du « choc des savoirs » fait du collège une gare de triage, un instrument de tri social balayant l'urgence démocratique de l'élévation du niveau de connaissance de toute la jeunesse.

Nous pouvons faire autrement

Nous demandons des embauches et formations massives pour développer les services publics 100.000 soignants à l'hôpital. Et dès maintenant des pré-recrutements.

Nous proposons la création d'un Fonds européen de développement solidaire des services publics, financé par la création monétaire de la BCE à 0% pour les États de toute l'Union européenne, s'ils développent l'emploi et la formation dans leurs services publics, sous contrôle démocratique des représentants des salariés et des usagers, des élus nationaux et européens.

Autour de ces deux enjeux majeurs que sont l'industrie et les services publics, nous mènerons campagne avec nos propositions en 2025. Et nous organiserons deux grandes journées qui déboucheront sur l'adoption de plans d'action.

Les salaires ?

Rien là aussi alors même que nous vivons la smicardisation de la France. Tous ont ce mot à la bouche, mais que font-ils concrètement ?

Le logement ?

Rien, alors que nous vivons la plus grave crise du logement de ces dernières décennies, que tant de nos concitoyens ne parviennent pas à se loger dans des conditions décentes à un prix abordable.

La transition écologique ?

Rien toujours rien. Les aides à la transition diminuent, l'ADEME est attaquée alors qu'il faut faire beaucoup plus !

Et les retraites ?

Voilà cette grande question de société qui revient au cœur du débat.

C'est grâce à nous toutes et tous, à notre parti, aux forces de gauche, aux syndicats, à toutes celles et ceux qui ont su par leur mobilisation en faire une question incontournable.

Nous aurions voulu, et nous l'avons demandé, que le Premier Ministre annonce l'abrogation de la réforme Borne – Macron. Il ne l'a pas fait. Cela n'aurait pourtant été que justice, cette demande est majoritaire dans le pays. Cela n'aurait été que justice d'abord pour les salariés qui n'en peuvent plus, corps cassés, tête explosée, après une vie de travail.

Pour eux, pour elles, nous ne lâcherons rien !

Une concertation s'ouvre, nous allons l'investir et nous battre encore et toujours pour l'abrogation, forts de nos propositions pour une bonne retraite pour tous et toutes.

Une mission a été demandée à la Cour des comptes qui rendra son travail le 19 février.

Trois mois de négociations sont prévus jusqu'à fin mai.



Utilisons chaque jour de ce temps pour mener une grande bataille à nouveau pour gagner. Arguments contre arguments et en appelant à l'intervention des travailleurs.

Bayrou mélange tout à dessein, public et privé, en parlant de « *déficit caché* » du système à soi-disant 55 milliards d'euros, les organisations syndicales séparent comme nous à juste titre les deux. Les salariés du privé n'ont pas à payer les retraites des salariés du public et ainsi à dégrader les retraites de l'ensemble des salariés du privé et du public. Le COR conteste ces chiffres. Et il se pourrait bien que la Cour des comptes elles-mêmes les conteste. Dans tous les cas, nous les refusons.

Abordons ce débat fort de nos propositions !

Non seulement il est tout à fait possible de financer l'abrogation de cette réforme injuste mais il est possible de faire beaucoup plus !

Nous proposons de rétablir la retraite à 60 ans à taux plein avec une pension à 75% du revenu net d'activité.

C'est possible !

Commençons par développer l'emploi, par créer une surcotisation pour les entreprises qui taillent dans l'emploi, la formation, la masse salariale et n'appliquent pas l'égalité professionnelle.

La création de 500 000 emplois indispensables dans les services publics (*hôpital, école, transports, sécurité, justice, territoriale, etc.*) **rapporterait plus de 6 milliards d'€ !**

La mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des banques (*522 milliards d'€ selon l'INSEE*), aujourd'hui exonérés de cotisations, **rapporterait plus de 50 milliards d'€** par une cotisation au taux de 10%.

L'augmentation immédiate de tous les salaires augmenterait automatiquement les cotisations sociales. Dans le privé, 5% de hausse des salaires **rapporterait 9 milliards d'€** de cotisations. Dans le public, augmenter de 5% le point d'indice de la fonction publique **représenterait 1,25 milliards €** de cotisations retraites.

La réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures et la création d'emplois équivalents (*1,7 million d'emplois*) **rapporterait 13,6 milliards d'€.**

L'égalité salariale femmes-hommes, en mettant fin au 28% d'écart de salaires, **c'est 6 milliards d'€ de recettes supplémentaires.**

Voilà, vous le voyez, il y a de quoi faire pour financer une bonne retraite pour tous et toutes !

Notre feuille de route



Enfin, encore quelques mots de la feuille de route des communistes que nous avons adoptée. Notre ambition est triple :

Répondre aux attentes des Français, je viens d'en parler, et contribuer à une alternative de transformation sociale.

Elever le niveau de conscience de classe des salariés, de leur intérêt commun face à toutes les divisions.

Hisser le PCF, notre organisation elle-même, à la hauteur des défis de la période.

L'heure est à faire reculer durablement les idées d'extrême droite.

La montée de l'extrême droite a d'ores et déjà des conséquences très concrètes dans notre pays avec la libération de la parole xénophobe, raciste, lgbt-phobe, avec des discriminations et des violences renforcées.

Nous le vivons directement nous-mêmes les communistes avec des dégradations régulières de nos locaux avec des violences contre nos élus, contre nos adhérents.



Et des millions de nos concitoyens ont peur et vivent ce racisme au quotidien.

Il est difficile d'imaginer à quel point la situation se dégraderait encore si l'extrême droite arriverait au pouvoir.

Nous refusons toute société de haine !

Nous ne pouvons pas laisser le pays sombrer dans la haine de l'autre. Nous devons élever le niveau de notre intervention contre l'extrême droite et ses idées.

Cela implique de ne pas céder un pouce de terrain au racisme (cf. proposition de Fabien Roussel d'agir sans faiblesse contre les auteurs de propos ou d'actes racistes, notamment en les rendant inéligibles), de démontrer l'imposture sociale du RN, de recréer des espaces d'échanges et des solidarités concrètes entre les habitants, de montrer les convergences d'intérêts entre toutes et tous quelles que soient la couleur de peau, l'origine ou la religion.

Surtout, nous ne réussirons à faire reculer l'extrême droite que si nous parvenons à reconquérir le monde du travail !

La réalité c'est que des millions d'ouvriers et d'employés de notre pays considèrent que la gauche les a abandonnés sur la question du travail.

Il y a l'échec total du quinquennat de François Hollande, et aussi de précédentes expériences de gouvernement qui, même si elles ont marqué quelques avancées fortes, ont aussi conduit à des reculs importants.

D'autres, comme Jean-Luc Mélenchon, disent combattre le capitalisme mais ne s'attaquent pas davantage aux pouvoirs des salariés sur la production des richesses et développent un discours qui dessert ce combat en remplaçant la lutte des classes par celles des identités.

L'heure est à porter un nouvel espoir pour le monde du travail. C'est cela qui doit être le socle du rassemblement de la gauche.

C'est ce que nous allons porter avec les états généraux que nous proposons et un premier débat national sur le travail et la production.

Remettre le travail au cœur des débats

Oui, nous voulons remettre la question du travail au cœur des débats ! Il ne suffit pas d'appeler à de prochaines échéances électorales. Il ne suffit pas de mieux répartir les richesses dans notre pays. Nous avons besoin d'une grande ambition pour révolutionner le travail et la production.

Un travail pour tous et toutes, un travail qui paie pour une vie digne et cela passe par un nouveau projet de sécurisation des parcours professionnels, nous les communistes portons cette idée d'une sécurité de l'emploi et de la formation.

Créons UNE SÉCURITÉ D'EMPLOI ET DE FORMATION



C'est une proposition forte que nous portons pour unir le salariat qui voit aujourd'hui tout l'inverse : les destructions d'emplois, la progression des emplois précaires, les différences de statuts...

Alors que cette année marquera le 80e anniversaire de la sécurité sociale, ce projet de sécurisation de l'emploi et de la formation est au cœur de notre projet politique qui vise à sécuriser tous les âges de la vie.

Oui, en 2025, reprenons le fil du projet du communiste Ambroise Croizat, un projet qui dans sa conception même visait la sécurisation de la vie de la naissance à la mort. Petite enfance, jeunesse, activité professionnelle, retraite, grand âge, l'ensemble de notre projet de société doit répondre aux besoins à tous les moments de la vie, permettre de sécuriser l'existence.

« Le progrès social est une création continue » disait Croizat, alors plus que jamais soyons à l'offensive en 2025 pour lutter, créer, inventer, gagner des avancées !

Bonne année à tous et toutes !

Point de vue d'Assan Lakehouli



Le seul objectif pour eux, est de pouvoir justifier aux municipales des listes contre des majorités sortantes de gauche, en disant qu'elles sont de droites.

Idem sur la motion de censure. Je ne partage pas le choix du PS de ne pas la voter.

Pour autant, est-ce pertinent de considérer qu'ils sont comme le RN ?

PS ou non, la motion ne passait pas. En focalisant dessus, les insoumis montrent ce qu'ils sont : des sociaux-démocrates pour qui, en dehors des élections, point de salut.

Prisonniers de l'électoratisme le plus crasse, ils pensent que la seule manière de s'opposer à un gouvernement est de le censurer ou de gagner des présidentielles.

Pour eux, le rapport de force, la mobilisation sociale, ça n'existe pas.

Ils maquillent leur réformisme par des outrances et des attaques qui frôlent le trumpisme.

« Ceux qui discutent avec le gouvernement veulent des sièges, ceux qui ne votent pas la censure sont des alliés de Le Pen et de Macron ».

Alors qu'ils dénoncent la V^e République, ils ne font que reproduire ses pires défauts.

« Pour obtenir des victoires, il faut un sauveur suprême, Mélenchon, et des députés qui votent des censures ». Les syndicats, les travailleurs, ils s'en foutent.

Il est urgent de sortir de cette stratégie, c'est une impasse. Il y a un gouvernement de droite, attaquons-le, mobilisons la jeunesse et les salariés pour faire grandir le rapport de force.

Tout le reste, c'est du cirque, et ça nous fait perdre du temps.

Je m'en fous un peu de savoir qui vote la censure. Hier, le MJCF mobilisait contre Parcoursup. Où étaient les insoumis ? Là est le combat utile ».

Les réactions, déclarations et propos entendus d'ici de là, on fait réagir Assan Lakehouli, Secrétaire Général du Mouvement Jeunes Communistes Français (MJCF) :

« Je ne cherche pas à défendre le PS, ils n'ont pas besoin de moi.

Je critique la stratégie LFI, qui en enfermant le débat autour de sa motion de censure, a deux objectifs : justifier des candidatures contre la gauche unie et nous enfermer dans un cirque institutionnel.

Depuis le 1^{er} jour, il était clair que la motion ne passerait pas.

L'objectif de LFI n'est pas de renverser le gouvernement ou d'obtenir des victoires pour les travailleurs. Il y a une divergence de stratégie entre LFI et les autres à gauche.

Les communistes ont choisi d'essayer de gagner ce qu'il y avait à gagner en discutant, comme on le fait tout le temps.

A-t-on obtenu des gages suffisants ? Non, c'est pour cela que nous avons voté la censure.

Dès le début, LFI avait décidé que discuter = trahir. C'est absurde.

